

Pour un renouveau de la Chimie en France dès 2027

Propositions des entreprises de la Chimie pour les élections 2027



**FRANCE
CHIMIE**

CRÉER
RÉVÉLER
PARTAGER

Un pilier de notre économie
et de nos territoires



+ de 4 400

entreprises

101 Mrd€

Chiffre
d'affaires 2025

229 000

salariés dans la branche

1^{er}

secteur
industriel
exportateur

Une industrie
innovante et durable



28%

des dépôts de brevet
de la France

4^e secteur

industriel qui dépense le plus
en R&D (2,130 Milliards d'€)

+ de 200

startups et des usines en
cours de construction

-73%

d'émissions de CO₂ depuis
1990

La Chimie : un secteur clé, innovant, durable de l'économie française

Un secteur clé

La branche Chimie regroupe 4 400 entreprises (dont 79% de TPE-PME) pour un chiffre d'affaires de 101 Mrd€ en 2025, dont 75% est réalisé à l'export.

Elle reste le 1^{er} secteur exportateur devant l'aéronautique et spatiale et les industries agroalimentaires et 2^e solde commercial positif après l'aéronautique et spatiale, grâce à sa cosmétique et ses spécialités (dont les matériaux de haute performance et les explosifs, notamment).

Elle regroupe une diversité d'activités : depuis la production de commodités – comme le chlore – jusqu'aux matériaux les plus avancés et aux parfums-cosmétiques, en passant par les intermédiaires et la chimie fine-pharmaceutique.

Le soutien à la Chimie est une priorité de la Commission européenne qui a dévoilé en juillet 2025 un Chemicals Industry Action Plan.

Un secteur innovant

La Chimie concentre 28% des dépôts de brevets de la France. Avec plus de 2 milliards d'euros de dépenses de R&D en France : elle est le 4^e secteur industriel qui dépense le plus.

La Chimie, c'est aussi un tissu dynamique de startups : plus de 200 dont une centaine sont accompagnées par France Chimie avec Bpifrance, dans le contexte de la ChemTech. De premières usines sont en cours de construction : en chimie biosourcée (ex Afyren, Pili), en recyclage (ex : TotalEnergies, Carbios, RecyclElit)...

Un secteur dont l'emploi est qualifié et bien rémunéré

La branche Chimie emploie 229 000 personnes et recrute 24 000 salariés par an (20% des eff > 55 ans)

Son emploi est particulièrement qualifié : 35% de cadres, 36% de techniciens et agents de maîtrise. Ce qui se retrouve au niveau des recrutements (45% au-delà de bac+3).

Elle offre des salaires attractifs : environ 20% au-dessus de la moyenne de l'industrie.

Un secteur bien engagé dans sa transition écologique

La Chimie est le secteur qui a réduit le plus ses émissions de CO₂ : plus de 71% depuis 1990, avec une valeur ajoutée en hausse jusqu'à 2015, mais qui se poursuit désormais par la fermeture des sites. Grâce au nucléaire, certaines productions (ex. : chlore) de la Chimie en France sont les moins carbonées au monde.

La RSE est au cœur de l'action de France Chimie, avec le déploiement de « Responsible Care », une action proactive sur l'adaptation au changement climatique ou plus récemment un label RSE avec l'AFNOR visant les PME.

Un consensus partagé sur les causes de la crise de la Chimie

La Chimie européenne traverse une crise durable. Depuis 2022, la capacité de production a reculé de près de 9% en Europe, principalement dans la pétrochimie, alors que le marché mondial a continué de progresser. Alors que la part de marché mondiale de la Chimie européenne n'est plus que de 13% (vs 23% en 2008), c'est la Chine qui sort grande gagnante : 46% de parts de marché (vs. 23% en 2008).

En France, les capacités industrielles restent sous-utilisées, avec des taux autour de 71% en moyenne, bien en-dessous du seuil de rentabilité estimé à 80%. Cette situation fragilise les sites industriels et freine leurs investissements.

Les principales causes sont désormais bien identifiées et font consensus à Bruxelles comme à Paris :

- **Un différentiel durable de coût de l'énergie** avec les grands concurrents internationaux, en particulier les États-Unis et l'Asie.

- **Une concurrence internationale exacerbée**, notamment chinoise, soutenue par des coûts de production plus faibles et des aides massives de l'Etat. La Chimie est le premier secteur en nombre de mesures de défense commerciale en vigueur ou en cours d'investigation au niveau européen

- **Une pression réglementaire et fiscale croissante** en Europe, qui pèse sur la compétitivité.

- **Et de tout ceci découle un déficit d'investissement** dans la modernisation des sites et l'innovation, quand **les États-Unis, la Chine et le Moyen-Orient** continuent d'investir massivement.

Ces derniers mois, la France a connu plusieurs fermetures de sites « rares » en Europe, victimes de pratiques déloyales. Des actions sont menées à Bruxelles pour identifier les molécules critiques et sites stratégiques dont il faut préserver l'avenir, au risque de perdre définitivement une part supplémentaire de notre souveraineté.

6 priorités pour faire de la Chimie un pilier du renouveau industriel français.

1. Retrouver un avantage compétitif sur l'énergie et la décarbonation

2. Simplifier l'environnement réglementaire

3. Restaurer la compétitivité fiscale du site France

4. Assurer une concurrence équitable et renforcer la souveraineté économique européenne

5. Poursuivre la politique de l'offre et investir dans la modernisation des sites

6. Former nos talents de demain

1. Retrouver un avantage compétitif sur l'énergie et la décarbonation

“

-73% d'émissions de gaz à effet de serre depuis 1990

”

La Chimie est le secteur industriel qui consomme le plus d'énergie : électricité et gaz, à la fois comme énergie et comme matière première.

La France dispose d'un avantage majeur grâce à son électricité bas-carbone.

Cet atout doit redevenir un levier de compétitivité industrielle.

Les industriels ont investi dans la décarbonation, et **réduit de -73%**

les émissions de GES entre 1990 et aujourd'hui, en commençant par les projets les plus rapidement rentables : efficacité énergétique, abattement de certains gaz, chaleur biomasse quand c'était possible.

La suite de cette décarbonation sera plus difficile et ne pourra être un levier de réindustrialisation qu'à certaines conditions.

LES PROPOSITIONS DE FRANCE CHIMIE :

1. Garantir un accès durable à une électricité bas-carbone compétitive
2. Étendre et sanctuariser la compensation des coûts indirects du carbone à la chimie organique
3. Orienter davantage les soutiens publics vers la décarbonation, notamment l'électrification industrielle, l'efficacité énergétique
4. Accélérer les projets d'infrastructures nécessaires (réseaux électriques, hydrogène, CO₂)
5. Préserver les sites industriels européens face à une concurrence internationale qui ne partage toujours pas la même ambition environnementale

2. Assurer une concurrence équitable et renforcer la souveraineté économique européenne

L'industrie de la Chimie européenne subit aujourd'hui les conséquences directes des surcapacités de production mondiales, principalement de la Chine, de la politique protectionniste américaine et de la concentration industrielle au Moyen-Orient.

Les surcapacités conduisent à un afflux de produits à prix cassés en Europe, ce qui fragilise les productions européennes et accélère les fermetures de sites.

L'Europe doit intégrer la sécurité économique dans sa défense.

La Chimie en France, très dépendante du commerce international, est favorable aux accords commerciaux et aux partenariats stratégiques de l'UE sur les matières premières.

Néanmoins, elle prône une **défense commerciale renforcée** pour faire face aux pratiques déloyales et garantir des conditions de concurrence équitables.

Il s'agit de préserver les capacités de production essentielles à notre autonomie stratégique de grandes plateformes industrielles ou de sites isolés.

LES PROPOSITIONS DE FRANCE CHIMIE :

6. Renforcer et accélérer les mesures antidumping et antisubventions
7. Permettre aux PME d'accéder aux procédures
8. Anticiper les risques via des mécanismes d'alerte précoce des surcapacités mondiales et des importations massives
9. Utiliser davantage les mesures de sauvegarde intégrant les chaînes de valeurs globales, en particulier pour les secteurs stratégiques
10. Garantir le respect des règles européennes par les produits importés
11. Privilégier une préférence européenne pour la Chimie
12. Soutenir la demande en produits bas-carbone fabriqués en Europe

3. Restaurer la compétitivité fiscale du site France

“ *Le poids de la fiscalité atteint 18% de la valeur ajoutée* ”

Depuis plusieurs années, **l'écart de compétitivité se creuse entre la France et plusieurs de ses voisins européens.**

Le poids de la fiscalité atteint 18% de la valeur ajoutée. Revenir au niveau de l'Allemagne ou de la moyenne européenne redonnerait à la Chimie en France **une capacité d'investissement de 1,3 Mrd€** avec un poids quasiment équivalent des impôts de production et des charges employeurs (de respectivement 0.6 et 0.7Mrd€).

Le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le Crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) sont des instruments essentiels pour **réduire le poids du surcoût salarial et ainsi préserver la capacité d'innovation du secteur.**

Le coup de rabot en PLF25 avait représenté une baisse de 18% du montant du CIR pour la Chimie (loin de la moyenne estimée de 5%).

Enfin, nos principaux concurrents européens (Allemagne, Italie) annoncent de nouveaux plans de soutien, intégrant des dispositifs de suramortissement.

LES PROPOSITIONS DE FRANCE CHIMIE :

13. Poursuivre la réduction des impôts de production en particulier la CVAE

14. Sanctuariser le CIR et le C3IV

15. Introduire un dispositif de suramortissement pour soutenir la numérisation et l'IA

16. Systématiser les études d'impact économique avant toute nouvelle réglementation

4. Poursuivre la politique de l'offre et investir dans la modernisation des sites

La pandémie, les tensions géopolitiques et les crises énergétiques ont mis en évidence les **dépendances de l'Europe pour de nombreuses substances, matériaux et molécules critiques.**

La France doit engager une **nouvelle phase de réindustrialisation** visant à sécuriser les chaînes de valeur stratégiques indispensables à son autonomie économique et industrielle.

LES PROPOSITIONS DE FRANCE CHIMIE :

17. Inscrire la chimie parmi les secteurs prioritaires d'une stratégie « France 2040 »

18. Soutenir les investissements dans les secteurs d'avenir : principes actifs pharmaceutiques, matériaux avancés, batteries, hydrogène, chimie biosourcée, recyclage chimique

19. Accompagner la modernisation de nos sites rares en Europe

20. Mobiliser la commande publique pour soutenir les filières stratégiques

21. Sécuriser les approvisionnements en matières premières critiques

5. Simplifier l'environnement réglementaire

“

66% d'investissements de croissance vs 34% en 2025

”

En 20 ans, le poids de la réglementation est passé de 4% à 12% de la valeur ajoutée de la Chimie européenne.

L'accumulation de normes européennes et nationales contraint les entreprises à arbitrer en faveur d'importants investissements de mise en conformité (66% de leurs investissements en 2025) au détriment de leurs investissements d'avenir (34%).

Pour France Chimie, il ne s'agit pas de réduire les exigences environnementales ou de sécurité mais de **supprimer les doublons, d'éviter les surtranspositions et de stabiliser les règles applicables aux entreprises**.

Dans le contexte de crise actuel, il s'agit aussi de lisser les contraintes les plus problématiques pour l'industrie.

LES PROPOSITIONS DE FRANCE CHIMIE :

22. Eviter les surtranspositions nationales

23. Lisser certaines contraintes réglementaires, qui se révèlent trop complexes à mettre en œuvre et en écart avec les pratiques des autres pays

24. Élargir la méthode « Notre-Dame » à tous les projets industriels (accélération du *permitting*)

25. Simplifier les procédures administratives et réduire les obligations de reporting

26. Penser la réglementation comme un levier pour accélérer le développement des nouvelles technologies (biosourcé, recyclage, nano, ...) et non comme un frein à l'innovation

27. Se donner les moyens de modifier une loi environnementale si celle-ci a été mal calibrée

6. Former nos talents de demain

Malgré la crise que traverse le secteur, **la Chimie continue de recruter en masse** (24 000 recrutements par an).

La branche est confrontée à des tensions croissantes sur certains métiers (en production, maintenance et logistique) et à une transformation rapide des compétences. Sur certains métiers clés, comme les opérateurs et les techniciens de fabrication, les conducteurs d'équipements, ou les ingénieurs de production, **l'offre de formation est largement insuffisante** : on ne compte qu'un professionnel formé pour quatre projets de recrutement.

L'enseignement spécialisé en génie chimique et génie des procédés manque sur la plupart des territoires.

Parallèlement, les transitions écologique et numérique transforment profondément les métiers du secteur. La Chimie doit désormais intégrer de nouvelles compétences liées à la décarbonation, à l'éco-conception, aux biotechnologies, à l'utilisation de matières recyclées, mais aussi à l'intelligence artificielle, à la maintenance prédictive ou au pilotage de procédés complexes.

Enfin, de façon générale, les employeurs industriels font face à la chute du niveau d'éducation scientifique, notamment en mathématiques, des salariés.

L'adaptation des compétences constitue désormais un enjeu central de compétitivité, de souveraineté industrielle et de réussite des transitions de la Chimie.

LES PROPOSITIONS DE FRANCE CHIMIE :

28. Renforcer le dialogue entre les industriels et les acteurs de l'enseignement supérieur, au niveau national comme territorial, pour garantir une offre de formation qui répond aux besoins

29. Développer les formations spécialisées en génie chimique et génie des procédés

30. Soutenir l'alternance, aujourd'hui

fragilisée par la baisse des niveaux de prise en charge, et encourager le recours aux Contrats de Qualification Professionnelle (CQP)

31. Moderniser les équipements pédagogiques, en lien avec les nouvelles compétences attendues

32. Améliorer l'attractivité des filières scientifiques et industrielles

France Chimie est l'organisation professionnelle qui représente les entreprises de la Chimie en France.

La Chimie, qui compte 4 400 entreprises en France et près de 229 000 salarié(e)s, fournit les substances et matériaux indispensables à l'ensemble des secteurs de l'économie.

France Chimie souhaite mieux faire connaître la Chimie et ses applications et mettre en valeur le rôle éminent qu'elle joue au sein de la société.



#GrâceàlaChimie